

Séance ordinaire du mercredi 8 février 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le huit février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

Protection de la population et tranquillité publique

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Yves BARRAL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Caroline DUFOIX ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Emilie CABELLO, Clare HART ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Stéphanie JANNIN, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE

Programme de Vidéoprotection Urbaine - Année 2023 - Approbation

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier a engagé depuis le début du mandat un programme ambitieux en matière de sécurité et de tranquillité publique. Dans ce cadre, un Programme Pluriannuel d'Investissement a été adopté afin de construire et développer de nouvelles réponses face aux enjeux qui s'imposent au territoire montpellierain.

La vidéoprotection est aujourd'hui un outil au service de la prévention de l'atteinte aux personnes et aux biens, du renforcement de la lutte contre la délinquance, de la protection des bâtiments et installations publics, de l'élucidation de faits délictueux. Elle contribue par sa seule installation à l'amélioration du sentiment de sécurité. Elle est mise en œuvre quotidiennement par un service répondant du Pôle des Sécurités et de la Tranquillité Publique, fonctionnant 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, en liaison permanente avec le Centre d'Information et de Commandement de la Police Nationale et le Centre Opérationnel de Commandement de la Police Municipale.

Au cours de l'année 202, le Centre de Supervision Urbaine a traité 9 994 affaires donnant lieu à 6 439 interventions, 803 interpellations et 879 réquisitions d'images de la part des services de police ou de gendarmerie.

A la suite du diagnostic de sécurité partagé, conforté par l'analyse des demandes et plaintes des administrés, et en concertation avec nos partenaires institutionnels, il est donc proposé, pour l'année 2023, une extension du réseau de vidéoprotection urbaine comprenant l'implantation de 20 nouvelles caméras et le déplacement de 2 caméras existantes.

Ce programme 2023 vise à conforter le parc existant au sein des secteurs d'ores et déjà équipés ainsi que de proposer de nouvelles implantations afin de suivre les événements de sécurité civile.

Le programme 2023 propose les secteurs et équipements suivants :

Secteur Sud Arceaux	Subleyras, St Louis
	Marioge, Arceaux
Secteur Sud Ecusson - Plan Cabanes	Plan d'Agde, Fontaine, En Gondeau et Petit St Jean
	Emile Zola
Secteur Cité Gély	Impasse des Echelles, Mas de Merle
	JM de Heredia - Ecole Bazille
Secteur Celleneuve	Allée Pierre Lescot
	Breton, Marcelin Albert
Secteur Cévennes	MPT St Exupéry
	Marcel Galot
	Las Sorbes, Lodève
Secteur Grisettes	Bergamotes, Poutingon
	Bergamotes, Calissons
Secteur Costa Brava	Fourbisseurs, Costa Brava
Continuité St Eloi - rte de Mende et Malbosc	rue du Truel, Dr Pezet
	Rue François Henry d'Harcourt
Sécurité Civile (Points bas Inondation) et extension Industrie	Maurin-Pont SNCF, Montels Eglise
	Industrie, Fabre de Morlhon
	Marché Gare, Industrie
	Mandela, Mas St Pierre, Industrie
Déplacement Equipements	Agenais
	Dormoy

A ce jour et après réalisation du programme 2023, le nombre de caméras sur l'espace public sera porté à 381.

Le budget inscrit pour cette opération d'extension s'élève à 400 000 €.

Cette extension du parc de caméras pourra faire l'objet d'une demande de subvention notamment dans le cadre du Fonds Interministériel pour la Prévention de la Délinquance (FIPD) auprès des services de l'Etat.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'extension du programme de vidéoprotection urbaine 2023, à savoir l'implantation de 20 nouvelles caméras, et le déplacement de 2 caméras existantes ;
- De déposer la demande d'autorisation auprès de la Préfecture,
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 41 voix

Contre : 17 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16 février 2023

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 17 février 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20230208-216545-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 17/02/23
Réception en Préfecture : 17/02/23

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.